

## Flash Economie

20 février 2018 - 199

### Chômage structurel en France : ce qui est étonnant est qu'il ne soit pas plus élevé

Les enquêtes disponibles, l'évolution des salaires, montrent que le taux de chômage structurel de la France est probablement de l'ordre de 9% (le chômage structurel ne peut pas être corrigé par l'amélioration de la situation cyclique de l'économie, et dépend de ses caractéristiques structurelles : fiscalité, règles du marché du travail, compétences de la population active). Le taux de chômage structurel de la France aurait donc augmenté de 2 points environ en 10 ans, et on s'étonne souvent qu'il puisse être aussi élevé, ce qui condamne la France à un ralentissement précoce de sa croissance.

Mais en réalité ce qui est surprenant est que le taux de chômage structurel de la France ne soit pas plus élevé que 9% avec :

- le niveau très élevé et en hausse depuis 10 ans de la pression fiscale sur les entreprises ;
- la hausse du chômage de longue durée, avec la perte de capital humain associée en raison de la déficience des systèmes de formation et de requalification ;
- le décalage entre la nature des emplois détruits et celle des emplois créés ;
- l'illiquidité du marché de l'immobilier ;
- la proportion très élevée de jeunes sortant du système éducatif sans diplôme et sans qualification.

Réformer la fiscalité des entreprises, le système de formation et de requalification des chômeurs, le système éducatif ; fluidifier le marché de l'immobilier sont indispensables alors pour éviter la poursuite de la tendance à la hausse du taux de chômage structurel en France.

**Patrick Artus**  
Tel. (33 1) 58 55 15 00  
patrick.artus@natixis.com  
 @PatrickArtus

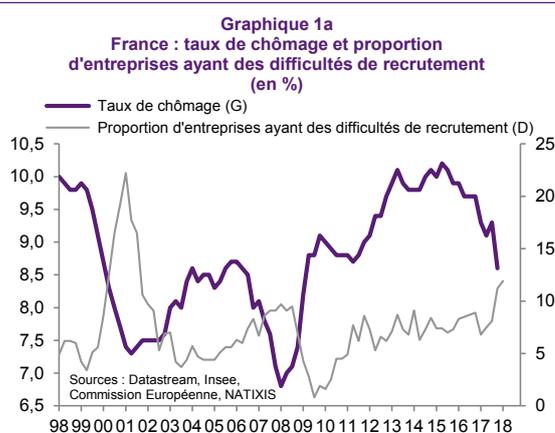
[www.research.natixis.com](http://www.research.natixis.com)

## Le taux de chômage structurel est probablement aujourd'hui d'au moins 9% en France

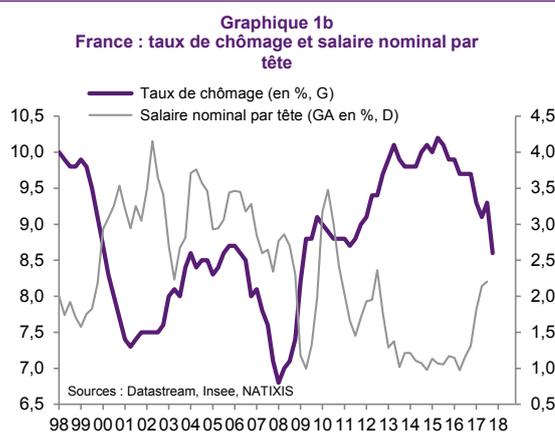
Le **chômage structurel** est la partie du chômage que l'amélioration de la situation cyclique de l'économie ne permet pas de réduire et qui dépend des caractéristiques structurelles de l'économie : fiscalité, règles du marché du travail, compétences de la population active.

On observe aussi en France que, **avec un taux de chômage supérieur à 9% en France métropolitaine** :

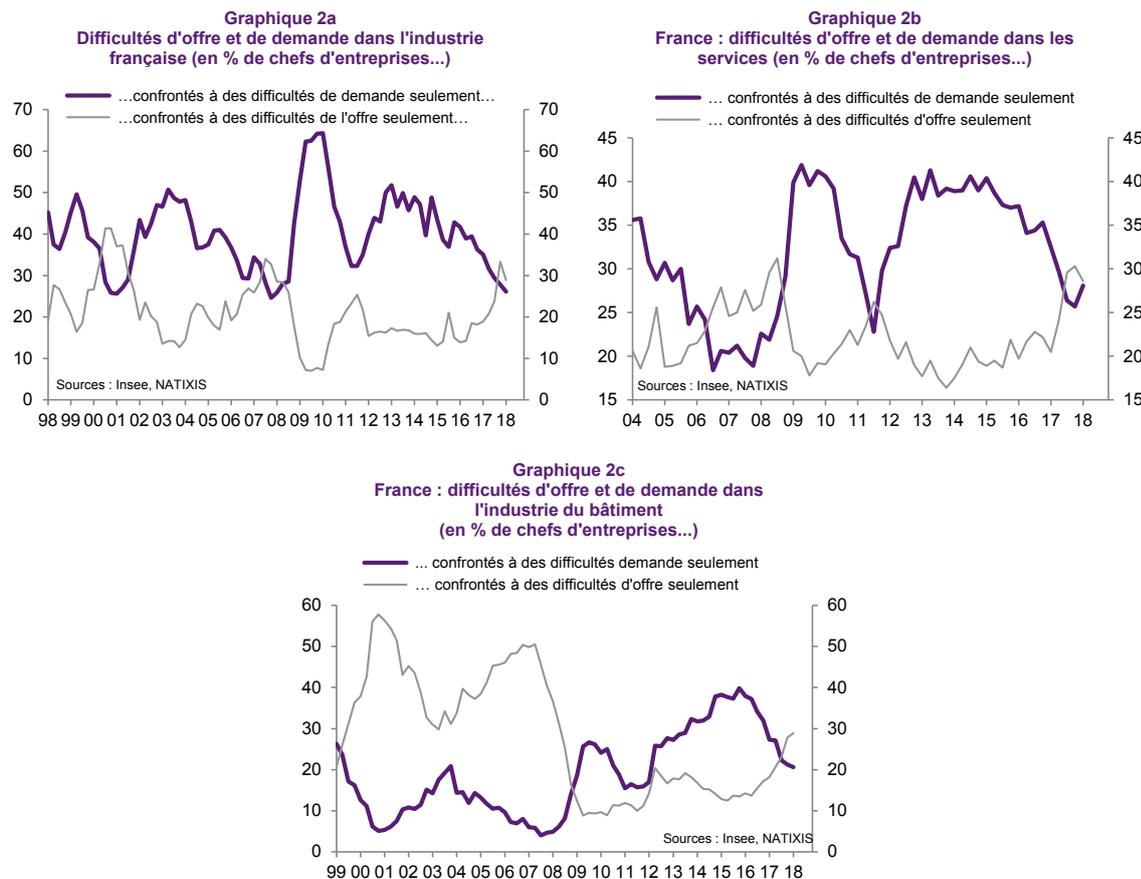
- **les difficultés de recrutement (d'embauche) des entreprises sont très importantes (graphique 1a) ;**



- **les salaires accélèrent (graphique 1b) ;**



- les entreprises disent que **les problèmes d'offre l'emportent largement sur les problèmes de demande (graphiques 2a/b/c).**



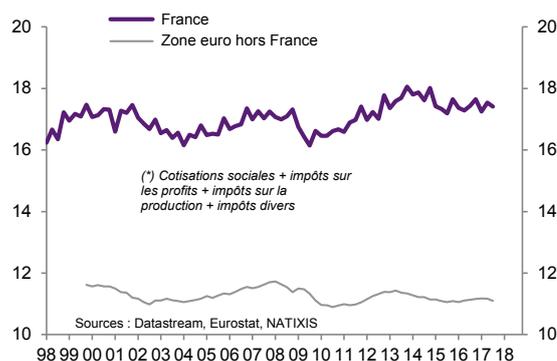
Tout ceci montre que le **taux de chômage structurel de la France est probablement légèrement supérieur à 9%** puisque, à ce niveau de chômage, les difficultés de recrutement deviennent très importantes. **Quand on compare à 2007** (graphique 1a plus haut), on voit que **le taux de chômage structurel de la France a probablement augmenté de 2 points en 10 ans**, et on s'étonne de ce niveau très élevé du taux de chômage structurel en France.

## Mais en réalité il faut s'étonner de ce que le taux de chômage structurel de la France ne soit pas aujourd'hui plus élevé

Le taux de chômage structurel de la France pourrait en effet être bien supérieur à 9% avec :

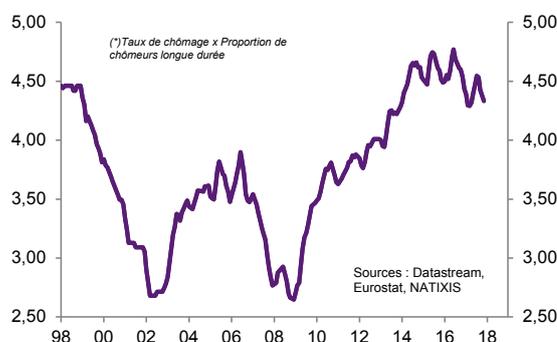
- 1- Le niveau très élevé et en hausse de la pression fiscale sur les entreprises (graphique 3), qui réduit l'emploi.

**Graphique 3**  
Impôts des entreprises\* (en % du PIB valeur)



- 2- La hausse du chômage de longue durée (graphique 4) qui réduit le capital humain en raison de la déficience des systèmes de formation, de requalification. On sait en particulier qu'une très faible partie de l'argent de la formation professionnelle est consacrée à la formation des chômeurs (tableau 1).

**Graphique 4**  
France : taux de chômage de longue durée\* (en %)



**Tableau 1 : dépense des entreprises, des organismes collecteurs et du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FIPSP) en 2015**

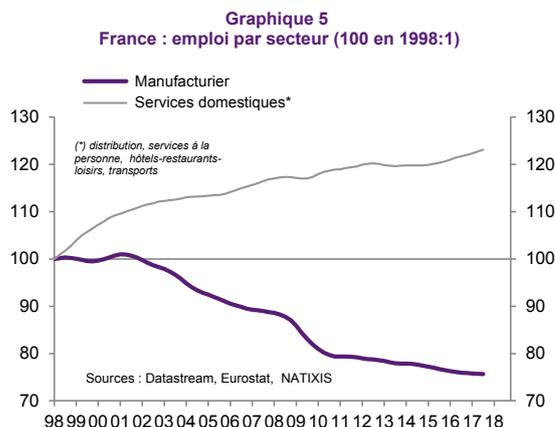
	Montant des dépenses en 2015	Structure en 2015
	Millions d'euros	en %
Pour les dispositifs ciblés pour les jeunes	2 352	30,9
Pour les actifs occupés du secteur privé	4 448	58,4
Pour les personnes en recherche d'emploi	820	10,8
Total	7 620	100,0

Source : Dares

### 3- Le décalage entre la nature des emplois créés et des emplois détruits

Depuis la crise, la France a détruit des emplois dans l'industrie et créé des emplois dans les services domestiques (services à la personne, transports, distribution, loisirs, graphique 5).

Le désajustement entre les emplois détruits et les emplois créés accroît le chômage structurel.



### 4- L'illiquidité du marché de l'immobilier

La France compte une proportion élevée de propriétaires (tableau 2) avec un marché de l'immobilier peu liquide, ce qui conduit à une faible mobilité géographique (tableaux 3a/b), et accroît le chômage structurel.

Tableau 2 : Proportion des ménages propriétaires de leur logement (en %)

	Allemagne	France	Espagne	Italie
2002	-	60,9	-	-
2003	-	61,3	-	-
2004	-	61,5	-	72,7
2005	53,3	61,8	-	73,2
2006	-	62,5	-	72,9
2007	-	60,5	80,6	73,2
2008	-	62,1	80,2	72,8
2009	-	63	79,6	72,8
2010	53,2	62	79,8	72,6
2011	53,4	63,1	79,7	73,2
2012	53,3	63,7	78,9	74,2
2013	52,6	64,3	77,7	73,3
2014	52,5	65	78,8	73,1
2015	51,9	64,1	78,2	72,9
2016	51,7	64,9	77,8	72,3

Sources : Eurostat, Natixis

**Tableau 3a : France : évolution des niveaux de mobilité interne en France (taux de migration annuel)**

Lieu de résidence antérieure	Nombre de migrations (en millions)	Part en %
Dans la même commune	2,770	38,2
Dans le même département	2,628	36,3
Dans un autre département de la région	0,807	11,1
Dans une autre région de France	1,045	14,4
Ensemble	7,250	100,0

Champ : migrants résidentiels en France (hors Mayotte)

Sources : Insee, recensements de la population 2014, exploitation complémentaire

**Tableau 3b : Etats-Unis – taux de mobilité géographique (en %)**

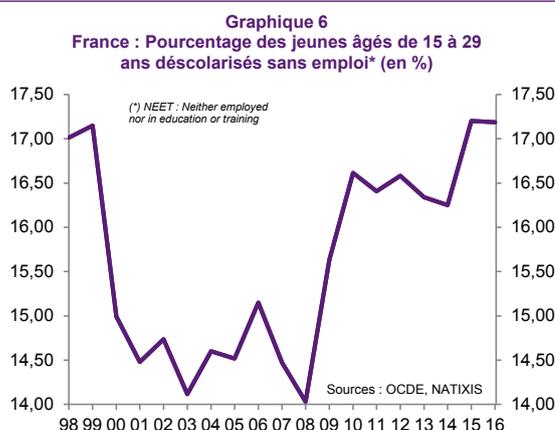
Période de mobilité	Même résidence (sans déménagement)	Ayant déménagé	Vers une résidence différente aux États-Unis					Depuis l'étranger
			Total	Même comté (county)	Comté (county) différent			
					Total	Même Etat	Etat différent	
2001-2002	85,2	14,8	14,2	8,5	5,7	2,9	2,8	0,6
2002-2003	85,8	14,2	13,7	8,3	5,4	2,7	2,7	0,4
2003-2004	86,3	13,7	13,3	7,9	5,3	2,8	2,6	0,4
2004-2005	86,1	13,9	13,2	7,9	5,3	2,7	2,6	0,6
2005-2006	86,3	13,7	13,3	8,6	4,7	2,8	2,0	0,4
2006-2007	86,8	13,2	12,8	8,6	4,2	2,5	1,7	0,4
2007-2008	88,1	11,9	11,5	7,8	3,7	2,1	1,6	0,4
2008-2009	87,5	12,5	12,1	8,4	3,7	2,1	1,6	0,4
2009-2010	87,5	12,5	12,1	8,6	3,5	2,1	1,4	0,3
2010-2011	88,4	11,6	11,2	7,7	3,5	1,9	1,6	0,4
2011-2012	88,0	12,0	11,6	7,7	3,9	2,2	1,7	0,4
2012-2013	88,3	11,7	11,4	7,5	3,8	2,3	1,6	0,3
2013-2014	88,5	11,5	11,2	7,6	3,6	2,1	1,5	0,4
2014-2015	88,4	11,6	11,1	7,3	3,8	2,1	1,6	0,5
2015-2016	88,8	11,2	10,7	6,9	3,9	2,4	1,5	0,4
2016-2017	89,0	11,0	10,6	6,8	3,8	2,1	1,7	0,4

Sources : US Census Bureau, Current Population Survey

En rythme annuel, 1,6% des Français changent de région chaque année, 2,5% changent de département ; 3,8% des Américains changent de comté.

## 5- Jeunes sans qualification

Le **graphique 6** montre la **proportion élevée et en hausse de jeunes déscolarisés sans qualification et sans emploi** (les NEETs), le **tableau 4** montre la **proportion élevée de jeunes qui commencent une licence à l'université et ne finissent pas de licence** (même dans une autre matière).



**Tableau 4 : France : nombre d'étudiants (2016-2017)**

1ère année de Licence	338 146
2ème année de Licence	191 422
3ème année de Licence	173 572

Sources : Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Natixis

**La proportion élevée et croissante de jeunes sans qualification en France alimente évidemment le chômage structurel.**

## Synthèse : sans une réaction rapide, le taux de chômage structurel de la France va continuer à augmenter

On s'étonne parfois de ce que le taux de chômage structurel de la France puisse être supérieur à 9%, 2 points de plus qu'il y a 10 ans. Mais nous avons montré que sans :

- la baisse de la pression fiscale sur les entreprises ;
- la réforme du système de formation et de requalification, en particulier en direction des chômeurs ;
- la fluidification du marché de l'immobilier (par exemple suppression des droits de mutation ; constructions ramenées dans les centres des villes) ;
- la réduction considérable du nombre de jeunes qui sortent du système éducatif sans formation,

le taux de chômage structurel de la France continuera à augmenter.